



**HAL**  
open science

## Seule l'invention... en 13 points

Sophie Wahnich

► **To cite this version:**

Sophie Wahnich. Seule l'invention... en 13 points. Lignes, 2022, Résistance et organisation, 67, pp.7-25. 10.3917/lignes.067.0007 . hal-03922912

**HAL Id: hal-03922912**

**<https://hal.science/hal-03922912>**

Submitted on 4 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

## Seule l'invention...en 13 points

### Condition humaine

1.

Le temps vient toujours à manquer, c'est notre lot. Mais à attendre la veille d'un désastre pour tenter un geste d'organisation, il manque cruellement. Or cette sensation est récurrente à chaque élection présidentielle depuis 2002. Le supposé peuple de gauche laisse du temps au temps et de pourrissement en pourrissement, ce qui arrive par nous collectivement, sent mauvais.

### Porosité et abandon

2.

Chacune de ces élections depuis l'arrivée de Jean Marie Le Pen au second tour, fait rejouer le même *scenario*. Le risque de voir arriver l'extrême droite au pouvoir autorise les adversaires supposés du désormais rassemblement national, à prétendre faire barrage tout en acceptant de reconnaître la validité des questions posées par l'extrême droite. C'est un barrage poreux qui laisse passer l'idéologie, même si les personnes qui l'incarnent le mieux sont pour le moment restées à la porte.

3.

Parallèlement, chaque mandat présidentiel voit ce pays s'enfoncer dans un déni de son histoire révolutionnaire. Celle où Saint-Just appelait à faire "une cité c'est-à-dire un peuple de citoyens amis, hospitaliers et frères", celle qui avait inventé les droits sociaux d'assistance et d'éducation, promu les libertés publiques, la liberté d'opinion même religieuse, avait aboli l'esclavage. Certes, avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui fait partie de notre bloc constitutionnel, une partie de cette histoire demeure cependant au cœur des institutions de notre république. Mais qui veille à l'effectivité du droit de résistance à l'oppression ?

Parallèlement, chaque mandat présidentiel voit ce pays s'enfoncer dans un déni de son histoire ouvrière qui avait conquis des protections fondamentales au sein du monde du travail, mais aussi la sécurité sociale et les retraites, un contrôle mutualiste et syndical de ces droits, contrôlé aujourd'hui récupéré en très grande partie par l'Etat.

Parallèlement, chaque mandat présidentiel voit ce pays s'enfoncer dans un déni de sa résistante anti-vichyste qui avait réaffirmé que dans ce pays, il ne serait plus acceptable de distinguer racialement, religieusement les bons et les mauvais citoyens. Qui oserait dire aujourd'hui que cela n'est pas de l'histoire ancienne ?

4.

Or l'extrême droite du Rassemblement National a récupéré ces histoires déniées sur un mode subversif. Elle évoque dans ses discours la mémoire de la Résistance, la Révolution française, cite Robespierre, se présente comme soucieuse de la classe ouvrière et des déshérités, a fini par afficher qu'elle prenait ses distances avec l'idéologie raciale pour mieux valoriser son nationalisme xénophobe.

La dédramatisation orchestrée par les médias est une affaire de discours. Mais ces discours sont des actes qui rendent confus le rapport de chacun à l'histoire. Elle se voit transformée de chose politique et civique en chose nationale et identitaire tout en se référant aux mêmes mémoires historiques, aux mêmes monuments glorieux.

L'histoire comme chose politique et civique assume le conflit et le désaccord, le débat historiographique donc. De ce débat doit naître un rapport au monde présent comme projet, pour répéter le bon, pour ne pas répéter l'ignoble. Prendre appui sur des exemples, des imaginaires sociaux qui ont déjà existé, cela n'empêche pas l'imagination, cela la nourrit ou lui donne un élan.

L'histoire comme chose nationale fabrique une idéologie compacte ou ne pas adhérer, c'est déjà trahir. Il n'y a plus à débattre car il n'y a plus d'hétérogénéité pertinente. Ce qui est autre, non conforme, inventif même est toujours considéré comme dangereux et doit être éradiqué. Cette histoire falsifie la réalité pour en faire le point d'appui d'une tradition éternelle, la fameuse France éternelle de Vichy. Il n'y a pas alors d'opposants mais seulement des ennemis à éradiquer.

5.

C'est dans un tel contexte que Marine Le Pen perd en cohérence identitaire et que Zemmour peut apparaître comme le véritable candidat de la tradition d'extrême droite en renouant avec Vichy et en réaffirmant qu'il incarne cette histoire traditionnelle sans contradictions sociales. Seuls ceux qui sont à éradiquer méritent l'effort d'une organisation pour les contrer, les disqualifier les détruire : les immigrés, les musulmans. Sinon la France est bien éternelle et les leçons d'histoire que Zemmour prodigue ont pour objectif de le prouver.

6.

Au même moment les supposés adversaires de l'extrême droite ne font pas d'histoire. Tous lissent leur rapport aux contradictions, les escamotent avec constance.

Ainsi la candidate socialiste, Hidalgo transforme le seul musée d'histoire de la Révolution française parisien en musée de la ville de Paris. Carnavalet était visité par tous les amis de la révolution, ceux qui la vénéraient, en faisant leur monument ou l'étudiaient pour en comprendre les conquêtes, les anticipations et les apories. Les collections sont pour la plupart dans les réserves. Dans l'histoire longue de la ville de Paris, la Révolution française ce n'est que dix ans, alors il faut lui donner la place qui lui revient dans un temps de l'histoire homogène et

vide, celui du capitalisme où il n'y a ni *kaïros* politique, ni nappes immobiles du temps, ni événement rayonnant. Il n'y a que les petites vagues d'événements qui s'écrasent sur la grève sableuse des structures stables que l'historien de *l'identité de la France* Fernand Braudel, avaient promues en évacuant non seulement l'événement mais l'utopie.

Ce n'est qu'un symptôme, mais si l'utopie s'absente alors mille avanies sont autorisées : avec les sans papiers, les pauvres, on va jusqu'à fabriquer des murs pour enfermer les indésirables de l'autre côté du Paris intra muros. Pantin proteste et des hommes et des femmes dépérissent, meurent, se droguent pour tenir depuis si longtemps déjà. Murs honteux qui disent que s'autoriser du beau mot de socialisme ne veut plus dire qu'il implique de prendre soin de l'humanité. Paris fait semblant d'être une ville refuge et en transition, une ville socialiste. Jaurès en pleure de douleur.

Ainsi le candidat vert Jadot. Pour s'occuper des questions sociales il s'entoure de transfuges de la macronie : le député Aurélien Taché et la députée Emilie Cariou, à la tête du parti « Les Nouveaux démocrates » ont soutenu Piolle avant de rallier Jadot. Ils envisagent de présenter des candidats aux législatives de 2022 avec Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Or que disent ces ralliés? « *On cherche à porter la voix de cet électorat de gauche dont les valeurs sont ancrées dans l'humanisme, le progressisme, les libertés et la lutte contre les discriminations qui, aujourd'hui, ne pourrait pas retourner au Parti socialiste et qui ne peut pas adhérer au programme économique et social de La France insoumise.* » Surtout pas de lutte de classe, un green-washing qui ne touchera pas au marché et à l'encastrement du politique dans l'économique. Donc rien. Et puis cette tricherie avec les mots. Que veut dire pour ces gens là « humanisme » ? Pas l'éloge de la Boétie ou de Montaigne, ni même celui d'une dignité absolue de l'homme avec laquelle ni Dieu ni l'Etat ne peuvent rivaliser. Comment les jeunes adultes peuvent ils faire avec ces mots perdus ?

Je ne m'appesantirai pas sur le candidat Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise car ses contradictions sont développées dans l'article de Manuel Cervera Marzal, ici même. Disons simplement qu'en ayant voulu opposer un populisme de gauche à un populisme de droite comme le lui avait soufflé Chantal Mouffe, il avait choisi contre la réflexivité des citoyens, les réflexes de troupeau. Ce dernier est toujours enclin *in fine* à se jeter de la falaise pour n'avoir plus compris les appels du gardien. La voie pastorale n'est pas démocratique. Elle ne correspond pas à l'histoire anti-fasciste qui suppose des citoyens engagés, réfléchis et ardents sans besoin de chauffe tribunicienne.

## **Rapport de force**

7.

Le rapport de force, aujourd'hui, n'est plus en faveur du côté que l'on appelle encore la « gauche ». Le mot sonne de plus en plus comme un non sens du chapelier fou *d'Alice au pays des merveilles* tant ceux qui s'en réclament encore

acquiescent le plus souvent aux normes classiques du néolibéralisme. Mais même ainsi et même rassemblés comme les pièces d'un puzzle social, ce côté gauche ne réussirait, si l'on en croit les sondages, qu'à égaliser peut-être le score du président sortant. Une primaire populaire va aussi proposer un candidat pour les présidentielles, et plusieurs partis à la gauche de la France insoumise.

Cette multiplicité faite de « bibelots d'inanité sonore » ne peut que surprendre pour une élection dont les règles sont dénoncées depuis ses fondations. Car ce présidentielisme à la française, nous le savons, est un « coup d'état permanent » dixit Mitterrand, qui son tour venu, en a fait amplement usage. Le président, élu depuis 1962 au suffrage universel direct, dispose fantasmatiquement de quasi pleins pouvoirs. En prétendant s'appuyer sur le peuple il capte sur lui les passions politiques, et dépolitise en retour les autres rouages de la démocratie. Les corps intermédiaires, les syndicats, les associations, les mutuelles, les fédérations professionnelles, l'assemblée même deviennent invisibles ou illisibles. Seule la voix personnelle du président semble compter. Or loin de s'appuyer réellement sur le peuple, le président chef de l'exécutif s'appuie sur l'appareil d'Etat, les hauts fonctionnaires, les technocrates. Ce n'est ni le peuple ni la représentation nationale qui dicte alors la politique mais bien le président et ses agents et les ordonnances. Macron est de fait un président de la Ve république ! Le mot « démocrature », qui est apparu pendant le mouvement des gilets jaunes, montre que désormais nombreux sont ceux qui ne sont plus dupes. Mais paradoxe cela ne conduit pas à mieux s'organiser. Pourtant, pour déplacer un rapport de force, il convient bien sur de s'organiser et non d'errer.

8.

Un rapport de force électoral se construit sur le temps long et s'éprouve à chaque élection. Pour protéger l'alternance et la séparation des pouvoirs, il ne faut pas que les élections législatives collent aux présidentielles. Cette colle poisseuse, invention délétère s'il en fut, nous la devons certes au terrible mot d'ordre de 2017, « il faut donner une majorité à notre président » mais bien en amont, nous la devons encore plus à Jospin, premier ministre socialiste de cohabitation présomptueux.

Reprenons, en 1995, la poussée néolibérale conduit beaucoup de monde dans la rue avec une myriade de petites pancartes. Je me souviens d'un Juppeus diplodocus fait d'un jouet d'enfant de grande taille et porté comme on porterait une effigie en procession. Je me souviens aussi des fumigènes rouges et jaunes des cheminots et puis des tentatives multiples pour garder les traces de l'événement dans des enquêtes, puis sa mémoire un an après dans des happenings dans des gares. « Gare au mouvement ». Nous disions déjà « ça va péter ». Puis en 1997, la gauche plurielle gagne les élections législatives et Lionel Jospin devient Premier ministre. La lutte semblait porter des fruits malgré le sentiment d'une CFDT qui l'avait bradée. Au moins il y avait un débouché politique. Mais Jospin en 2000 fait passer le mandat du Président de la

République de sept ans à cinq, et aligne les élections présidentielles et législatives pour qu'il n'y ait plus de cohabitation. Il donne ainsi la primauté aux présidentielles et refoule l'alternance à mi-mandat.

Or le conflit démocratique se soutient de la tension temporelle et politique produite par le jugement en acte par l'élection législative à la mi-temps du mandat du président. Je me souviens en avoir été atterrée. En historienne de la période révolutionnaire j'y voyais un lâchage en rase campagne de la hiérarchie nécessaire entre pouvoir souverain populaire législateur incarné par l'universalité des citoyens et les députés qu'ils élisent, et le pouvoir souverain exécutif incarné par le président et le conseil des ministres mais aussi toute l'administration de l'Etat. Je pensais qu'il fallait légiférer et ensuite seulement exécuter la loi. J'attendais une réforme inverse. Cette transformation du calendrier et c'en était fait des restes d'autonomie du pouvoir souverain populaire et législatif au sein de la Ve République. Puis c'est 2002, un désastre démocratique.

9.

Depuis l'histoire immobile nous empêche cruellement d'imaginer des débouchés aux luttes sociales, aux expérimentations, aux nouveaux imaginaires sociaux. Les utopistes existent encore mais nul ne semble soucieux de leur existence à long terme, ni eux, ni d'autres et tout ce qu'il y a de vivant et d'inventif dans les formes de vie comme dans les revendications égalitaires et donc démocratiques, sont à la merci de lois scélérates.

Celle de 2015 sur l'état d'urgence. Le conseil d'Etat lui même, dans un rapport du 29 septembre 2021 considère que « l'état d'urgence pour gérer des situations pérennes n'est pas une solution pertinente ». Il ajoute « la question de son usage prolongé soulève également de nombreuses questions. Sur le long terme, son usage est délétère : il déstabilise le fonctionnement ordinaire des institutions, en bouleversant le rôle du Parlement et des institutions territoriales, banalise le risque, restreint les libertés de façon excessive et altère, à terme, la cohésion sociale. »

La loi travail de 2016 adoptée sans vote du parlement puisque le socialiste Valls a décidé de recourir à l'article 49.3, inverse la hiérarchie des normes. 67% des Français se sont déclarés contre un projet de loi où les accords d'entreprise peuvent ne plus respecter les accords de branche. La loi n'est plus protectrice elle organise la domination patronale, étouffe les perspectives de bonheur et de transmission d'amour de la vie pour ceux qui y sont soumis et ceux qui leurs sont proches. « The pursuit of happiness » est pourtant depuis la déclaration d'indépendance des Etats-unis, l'un des enjeux de la démocratie. Les femmes sont particulièrement victimes de ce renouveau de la domination.

La loi LPR, loi sur la programmation de la recherche devait s'occuper du budget et d'une revalorisation des salaires. Votée le 20 novembre 2020, alors que toute l'université est dressée contre elle, deux amendements l'aggravent. Ajoutés à la

dernière minute, ils interdisent de manifester et de faire grève sur le campus au nom d'un délit d'entrave et remettent en question le statut national des professeurs. Ils sont adoptés sans débat.

La loi sécurité globale donne des droits exorbitants à la police et aux polices privées. Les luttes n'ont pas mené à son abrogation mais à une réécriture très partielle.

La loi dite d'abord séparatisme puis LPPR « loi pour la protection des principes républicains », porte atteinte au droit de s'associer, ainsi aux corps intermédiaires les plus nombreux en France et qui organise toute la dite « société civile ». C'est donc la civilité qui est atteinte sous prétexte de laïcité et sous prétexte d'éradication d'un certain mode du religieux aux actes cruels. Mais c'est à une défiguration profonde de la laïcité que nous assistons. L'ordre public face à des criminels doit être régulé par le droit pénal, sinon c'est déjà admettre que la société est très divisée et qu'elle aura du mal à se réunir et alors surgissent des procédures de vengeance publique où chaque groupe réclame pour ses dettes d'honneur et de sang. Ces procédures se rapprochent de la guerre civile et la loi LPPR attise les braises qui y mènent. Déjà chacun réclame vengeance et se sent offensé dans sa dignité pour ne pas obtenir justice. De fait nous en sommes là et l'accusation faite par le ministre des universités d'islamo-gauchisme à l'encontre de son personnel fait partie de ce tableau. Rappelons qu'*a contrario* la laïcité vise la possibilité chez un même peuple de ne pas partager la même religion sans que soit fait offense par l'Etat et ses agents aux croyances et rites de chacun. Attiser la guerre civile n'a rien de républicain, mettre en danger le droit d'association non plus. « Démocrature », disent-ils.

## **Dé(s)affection**

10.

La désaffection pour les rituels électoraux n'est pas nouvelle. Elle tient au dégoût que procure un régime qui falsifie le langage, les lois, notre armature symbolique et rend fragile notre condition d'êtres humains libres, et même pour certain le droit à l'existence. Elle tient à l'expérience que les mobilisations électorales ont été trahies à plusieurs reprises du côté gauche, lors du référendum sur l'Europe, pendant le quinquennat de François Hollande, en amont par Jospin premier ministre. Aucune politique différente ne surgit des urnes avec ou sans mouvement social en amont. Cette désaffection tient aussi à ce que Bernard Stiegler avait appelé *les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés*<sup>1</sup>. Il décrivait une paralysie des fonctions de l'esprit humain et une perte d'espoir et d'horizon d'attente. Cette misère de l'esprit, produit des desperados qui n'ont plus rien à craindre ni à espérer, des consommateurs

---

<sup>1</sup> Bernard Stiegler, *Mécréance et discrédit, 2. Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés*, Paris, Galilée, 2006.

désaffectés. La confiance disparaît et même l'amour est en danger. Alors le vote...

Dès lors ceux qui votaient vaillamment y vont en trainant les pieds et ceux qui y allaient en trainant les pieds n'y vont plus. Ceux qui se soulèvent considèrent parfois qu'aller voter est une trahison, mais le rapport de force reste en faveur des mafieux, des riches et des puissants. La lutte des classes semble définitivement gagnée par Warren Buffet et consorts.

11.

Il y a malgré tout, toutes sortes d'organisations autonomes qui inventent un autre art de vivre, soucieuses de l'avenir de la planète et de tous les êtres vivants qui l'occupent, des journaux qui inventent une autre manière d'informer, des perspectives qui offrent ainsi d'autres normes, mais aussi enthousiasmant que cela soit, non seulement cela reste très faible en poids social, mais les lois scélérates peuvent mettre fin du jour au lendemain à ces initiatives. Encore une histoire de rapport de force très concret, des armes, des policiers, des gendarmes, des corps ardent mais vulnérables. Faut-il rejouer la barricade ? Pourtant ce sont ces lieux qui peuvent offrir une contre culture à la désaffection en proposant de repolariser le monde en valeurs et en agissant de manière à redonner des affections et donc une capacité au jugement critique en actes.

Intuitivement, le sentiment d'injustice quand il parvient à se frayer un chemin et devient massif appelle à faire quelque chose. L'analyse faite par celles et ceux qui se mettent en branle avec le sourire ou avec hargne, repose ainsi sur une philosophie implicite du jugement et des valeurs. Ils disent que les lois faites par ce gouvernement ne sont pas moralement acceptables. Les énoncés à teneur de jugement moraux ont été légions sur les gilets<sup>2</sup> jaunes. Ils dénonçaient la corruption avec Benalla, le mépris du roi Macron pour les chômeurs, et de Hollande pour les sans-dent, la violence des fins de mois difficiles face au millionnaires. Ils voulaient la vie bonne et non la survie. Et ce sont aussi des énoncés à teneur de jugement moral qui sont au cœur des mobilisations écologiques ou des mouvements sociaux en faveurs des groupes discriminés. Enfin nous nous trompons, en croyant que seuls les salaires animent le mouvement syndical, c'est une autre vie qui est convoitée.

Or selon le Georges Canguilhem des années 1930 qui se sépare d'Alain et devient de fait un grand résistant, les êtres humains en polarisant le monde en valeurs, fabriquent un anti-fatalisme<sup>3</sup>. C'est pourquoi ils agissent. Il y a donc d'abord des jugements de valeur, le cri du cœur « c'est injuste ! », puis une activité pour réduire l'injustice ressentie. Chez Canguilhem comme chez Kant, les sensations sont déjà des perceptions, c'est-à-dire qu'elles sont déjà marquées

---

<sup>2</sup> voir le site *Plein le dos*, *Pour une mémoire populaire, la rue contre le mépris*,

<https://pleinledos.org/> qui a conservé tous les énoncés inscrits sur les gilets jaunes

<sup>3</sup> Pour approfondir ces questions, Sfara, Emiliano, *Georges Canguilhem inédit. Essai sur une philosophie de l'action*, L'Harmattan, La philosophie en commun, 2018, 364 pages.



par l'entendement. Sans la sensibilité, nul objet ne nous serait donné, et sans l'entendement, aucun ne serait pensé. C'est seulement dans la mesure où ils se combinent que peut se produire une connaissance critique. L'expérience repose alors sur l'activité par laquelle l'esprit ordonne librement le monde vécu, polarisé en valeurs. Connaissance et morale sont donc de fait étroitement liées et liées en particulier pour orienter la pensée de l'action. La stratégie d'un mouvement politique repose alors sur cette compétence critique, qui consiste à faire expérience de l'action et de proche en proche, à la réviser en vue d'une plus grande réussite ou du moins d'un meilleur ajustement à l'analyse de la situation. La fabrique d'un savoir critique est une opération qui loin de surgir d'une comparaison entre une représentation, une définition et un objet qui serait extérieur au sujet pensant, procède selon Canguilhem d'une opération de liaison effectuée par le sujet au sein de ses représentations et au contact de l'action comme élan. La position critique est aussi bien élan, que jugement elle est une critique en actes. Puis vient la connaissance critique, liée elle au retournement indissociablement moral et réflexif sur cet élan. L'« expérience » est alors la combinatoire d'une raison expérimentale, en situation et de valeurs posées sur le monde vécu. « L'expérience », ce serait un vécu réfléchi, évalué, jugé. Nous pouvons être ces acteurs critiques car nous venons de faire expérience de moments de vie particulièrement difficiles, depuis au moins 2015. C'est pourquoi loin de seulement répéter des gestes, il s'agit de faire usage de nos cerveaux pour les faire évoluer. Nous sommes acculés à une dynamique de la critique si nous voulons faire bifurquer l'histoire et sortir de la fatalité. Dans cette dynamique, les émotions sont à part entière des facultés de juger en actes. Mais ces émotions sont toujours reliées à une réflexivité qui permet de prendre des décisions, c'est-à-dire de choisir des orientations.

D'une manière lente les lieux d'autonomie peuvent peut-être nous refonder symboliquement, politiquement humainement, mais nos adversaires et nos ennemis voudront les détruire avant que cela ait pleinement porté ses fruits.

Ces lieux ressemblent aux institutions civiles des projets révolutionnaires de l'an II qui visent à ramener de la confiance civile après la destruction des sensibilités.<sup>4</sup> Ces sensibilités ont été brulées par la violence des affrontements de la période de la terreur. Nous avons été brulés par le néolibéralisme. Et comme en l'an II, il y a une course de vitesse, un problème de dé-coïncidence des rythmes. Il faut tenir nos ennemis en respect, sinon ils continueront à nous détruire. Et à cet égard nous nous devons d'être critiques, mais pas seulement du pouvoir, de nous mêmes aussi. Nous sommes acculés à l'invention utopique et à la pensée stratégique, pour faire venir un autre monde, protéger ceux et celles qui le font venir, stratégiquement.

---

<sup>4</sup> Sophie Wahnich, *Conjurer les discontinuités de l'intuition sensible*, in *Ecrire l'histoire*, dossier *Discontinuités révolutionnaires*, CNRS éditions, 2018.

## Organisation

12.

S'organiser c'est donc reconnaître nos impasses par une critique appuyée non sur des modèles mais sur des expériences. Expériences transmises de nos aînés, expériences vécues.

Il s'agit d'abord de reconnaître qu'il y a différents rythmes du politique et que ces différents rythmes ne convergent pas toujours. L'auto-émancipation reste d'une grande actualité et nous avons besoin dans nos utopies concrètes de la pensée de Jacques Rancière, de Cornélius Castoriadis, de Miguel Abensour, d'Antoine de Saint-Just quand il écrit *ses fragments d'institution républicaine* qui ont valeur d'utopie. Nous avons besoin de théories de la justice, du féminisme et de l'antiracisme, nous avons besoin d'en débattre, mais pour le temps ritualisé des élections, pour détricoter les lois scélérates nous avons plutôt besoin de Rosa Luxemburg qui refusait vaillamment l'opposition entre « routine parlementaire et gauchisme dans la société »<sup>5</sup>.

Le temps des uns est souvent lent et long, le temps des autres plus rapide, ce qui s'oppose ainsi, c'est bien l'évolution de ce que les révolutionnaires appelaient « l'organisme social »<sup>6</sup> et que nous appelons, « structure » ou « système » et l'événementiel électoral qui relève de l'organisation. Il faut depuis les lieux d'auto-émancipation donner une autre forme, une autre forme de vie à la société. Par contre du côté de l'organisation juridique, constitutionnelle de la société dite démocratique, il faut absolument desserrer l'étau des lois scélérates. Or pour cela, il faut la foi en l'impossible communicative, une opinion révolutionnaire, qui permettent de transformer l'esprit même des parlements. Selon Rosa Luxemburg, toute transformation d'envergure que l'on soit ou non en période révolutionnaire doit allier ces deux versants du politique, et elle milita pour prescrire de nouvelles élections et une constituante en pleine révolution. Elle s'opposait alors à Trotski qui récusait l'importance de se doter d'un parlement satisfaisant, voire d'un parlement. Pour Rosa Luxemburg, cela « revient à nier complètement tout lieu vivant entre les élus et leurs électeurs, toute influence réciproque des uns sur les autres. Cette conception est en contradiction complète avec toute l'expérience de l'histoire. Celle-ci nous montre, au contraire, que le fluide vivant de l'opinion populaire baigne constamment les corps représentatifs, les pénètre, les dirige. Sinon comment expliquer que, dans tous les parlements bourgeois, nous assistons de temps à autre aux plus réjouissantes cabrioles des “représentants du peuple” qui, animés soudain d'un “esprit nouveau”, font entendre des accents tout à fait inattendus, que, de temps à autre,

---

<sup>5</sup> Point souligné par Daniel Bensaid dans *Octobre 17, la Révolution trahie. Un retour critique sur la Révolution russe*, Éditions Lignes, 2017.

<sup>6</sup> Class struggle and culture wars in the springtime of the french revolution, year II (1794), *History of the Present, a journal of critical history*, Duke university Press.

les momies les plus desséchées prennent des airs de jeunesse, et que les Scheidemann de tout acabit trouvent tout à coup dans leur poitrine des accents révolutionnaires, quand la colère gronde dans les usines, dans les ateliers et dans les rues ? »<sup>7</sup>

S'il faut déjouer la professionnalisation des politiques, elle refuse le mandat impératif qu'elle appelle une « mauvaise tentation ». Si à l'évidence les représentants doivent être responsables devant les représentés, selon elle, il ne faut pas qu'ils soient ligotés en amont par des décisions intangibles. Car c'en serait fini de l'élaboration démocratique. Il faut pouvoir délibérer librement pour ne pas vider de tout contenu l'idée même de démocratie. Cette dernière parce qu'elle repose sur l'effort d'un social hétérogène à se gouverner, doit inventer ses propres synthèses imprévisibles et déterminantes de ce qui peut advenir. De ce fait, la véritable question est celle de la pluralité à son époque des partis pour une même classe et ainsi la prise en compte de l'hétérogénéité et de la pluralité des déchirures antagoniques dans un même monde social.

Pour nous des organisations politiques encore à inventer. Et à cet endroit même notre responsabilité est grande. Car oui le vieux monde des partis n'est déjà plus. On ne regrette pas leur existence corrompu et corruptible. Mais cela fait 20 ans que nous refusons d'envisager d'autres modes de fabrique d'un parlement et de la loi. Enfin sans pluralité en amont, il n'y a pas de synthèse à faire et ainsi pas d'élaboration mais bien une imposition figée.

Selon Rosa Luxemburg il faut prévoir un « droit de rappel des députés ». Et effectivement réclamer que les députés soient chaque année « jugés » pour leurs actes et que sans quitus ils soient démis avec un quorum nécessaire. Si cela ressemble à de la quincaillerie institutionnelle, ce serait déjà une très bonne chose de recommencer à exercer un contrôle démocratique.

Rosa Luxemburg invite donc à penser conjointement l'art de renforcer l'action extraparlamentaire et l'art parlementaire de la politique.

La tension entre institutions et sujets de l'histoire, entre puissances communalistes et structure étatique est ce qu'il nous incombe de penser pour sortir de l'amour de la vulnérabilité, de la défaite et de la victimisation. Il faut en un mot que nous redevenions vivants.

13.

S'il faut être patient et soigneux pour faire avancer le désir de nouvelles formes de vie plus ajustées à nos besoins de justice, d'humanisation, d'affection et d'amour de la vie, il faut parfois croire jusqu'à la dernière minute qu'il vaut la peine de s'organiser. Au moment où les formes dans lesquelles la politique pourrait se mouvoir n'ont plus aucune évidence, souvenons nous du Frente

---

<sup>7</sup> Rosa Luxemburg, *La révolution russe*, 1918, extrait traduit et édité par le *comptoir* à l'occasion du centenaire de la révolution d'octobre 1917.

<https://comptoir.org/2017/10/25/rosa-luxemburg-la-liberte-cest-toujours-la-liberte-de-celui-qui-pense-autrement/comment-page-1/>

populaire espagnol pour nous redonner des lumières et pour redevenir inventifs. La Seconde République espagnole avait été proclamée le 14 avril 1931 grâce en amont à un vote républicain massif aux élections municipales. Un gouvernement de gauche promeut des réformes progressistes détruites par un gouvernement de droite qui lui succède. Le 31 décembre 1935, les Cortes sont à nouveau dissoutes et, trois jours seulement avant le scrutin, un front populaire se forme pour faire échec à la droite et remporte un triomphe le 16 février 36. Dès lors la bataille politique fait rage pour maintenir ou non le régime républicain. Du côté républicain la Gauche républicaine, parti de Manuel Azaña, puis les socialistes et, à leur gauche, et six fois moins forts, les communistes (PCE). Plus à gauche encore, sans représentation dans les Cortes, se trouvait un tout petit groupe de trotskystes. Encore plus à gauche se trouvait un parti nommé Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) adhérent à la quatrième internationale mais vilipendé par Trotsky comme « naïf » voire « crétin ». Qualificatifs renvoyés par ces anarchistes à l'endroit de ceux qui croyaient qu'on pouvait centraliser le pouvoir dans un Trotsky sans nécessairement créer un nouveau Staline.

Les autres mouvements anarchistes espagnols la CNT et la FAI ne participèrent pas au Front populaire, mais elles donnèrent entière liberté de vote à leurs adhérents en renonçant à leur mot d'ordre habituel « No Votad ». C'est ce qu'ils avaient également fait en 1931 contribuant ainsi à la fin de la monarchie. Le POUM accepterait un gouvernement si celui-ci était à son gré, c'est-à-dire, un gouvernement du prolétariat en accord avec ses doctrines, les anarchistes s'y refusaient, car tout gouvernement, quel qu'il soit, exercerait le pouvoir sur les autres. Il s'agissait surtout pour eux de faire sortir leurs camarades de prison.

Alors que faire avec cette histoire aujourd'hui ?

Les communalistes anarchistes ou non, ne sont pas en prison, pas encore, mais ils sont à la merci des lois scélérates et pourraient se mobiliser pour les faire abroger. Ils pourraient renoncer à une certaine abstention non pas aux présidentielles mais aux législatives, car même la Ve république demeure un régime parlementaire et en cela avec une teinte démocratique à utiliser. L'usage du terrible 49.3 déjà dictatorial, ne serait pas si aisé à si l'assemblée était élue avec une forte mobilisation électorale. Une mobilisation raisonnée inquiète plus les gouvernants actuels qu'une chambre élue avec des petites participations. La réserve empirique de puissance demeure du côté des électeurs. Si nous avons perdu la partie face à la montée du fascisme, nous n'avons pas mené véritablement celle d'une réinvention d'une opposition au fascisme. Face à Zemmour et consort, il ne faut refuser d'occuper le vote, mais il nous faut reinventer le sens de ce vote.

Une telle mobilisation pourrait aussi nous donner un élan d'organisation justement communaliste territoire par territoire, des sortes d'assemblées primaires de tous les corps intermédiaires et citoyens prêts à décider sur quel figure ils concentrent leur vote pour obtenir une chambre moins monocolore, voire plus équilibrée et une société plus capable de surveillance active.

Il ne s'agit pas d'un accord entre partis et donc oui ça met plus de trois jours, mais il faut vraiment s'y mettre et savoir que oui la liberté à un prix en termes de temps, d'investissement symbolique, d'espoirs et de désillusions, mais que ce mouvement des affections qui nous meuvent vaut cette peine contre la société néolibérale désaffectée qu'on nous promet, ou la société fasciste est pleine de passions tristes.

Alors concrètement ça voudrait dire quoi ?

Réunir tous ceux qui ont désavoué cette politique néolibérale depuis au moins 1995, réunis par delà leur divergence ça commence à faire une sacrée formation sociale hétérogène et possible à regrouper et à convaincre d'appeler à se réunir circonscription par circonscription au plus vite, sur des plates formes et à choisir un seul candidat, le plus présentable, le moins corrompu, le moins trouble dans sa manière de penser, faire des alliances entre communalistes, gilets jaunes, syndicalistes, théâtres, chercheurs, antiracistes et féministes etc et penser l'action parlementaire comme une priorité pour tous, pour desserrer l'étau et laisser à chacun le temps de l'auto-émancipation, le temps de produire cette société différente capable de peut-être, désencastrer le politique de l'économique, la démocratie véritable du marché capitaliste.

Quant aux élections présidentielles, il faut s'en détourner le plus possible, les délégitimer et cesser d'obéir au système délétère de la Ve République. Ne pas aller voter au premier tour, prendre ce risque, aller au second si nécessaire, car le fascisme de Zemmour ou de Le Pen est encore plus cruel que le néolibéralisme de Macron. Mais surtout surtout, investir le pouvoir législatif. cela ne s'oppose ni à l'utopie, ni à la révolution car selon Marx c'est le seul qui fasse les grandes révolutions. Il nous faut faire de nos incertitudes une puissance plutôt qu'un désespoir. Nous sommes dans la sommation utopique<sup>8</sup>. Nous devons inventer un autre monde, et dans la sommation stratégique, nous devons le protéger de la cruauté avant même qu'il n'ait pris forme.

Canguilhem, dans les années 1930, citant *le Rouge et le Noir* de Stendhal, appelle à s'organiser face au fascisme : « Quelle est la grande action qui ne soit pas impossible au moment où on l'entreprend ? C'est quand elle est accomplie qu'elle semble possible aux êtres du commun. »<sup>9</sup> Il s'adresse ainsi aux lycéens : « Le problème est de choisir entre une attitude de soumission aux contingences historiques ou aux nécessités, qu'on les estime métaphysiques ou physiquement fondées, et une attitude de résistance ou plutôt d'organisation. »<sup>10</sup>

Il est temps.

Sophie Wahnich, 1<sup>er</sup> novembre 2021

---

<sup>8</sup> Miguel Abensour, *Série Utopiques, I,II,III,IV*, Paris, Sens et Tonka, 2013-2016.

<sup>9</sup> Stendhal, *Le rouge et le noir*, 1830, chapitre 11, p.351, édition du groupe ebook libre et gratuit.

<sup>10</sup> Georges Canguilhem, Adresse aux Lycéens, puis avec Camille Planet, *Traité de morale à l'attention des lycéens*,